



## Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

N°17 | Automne 2016  
Varia

---

### Léa Lima, Pauvres jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse

Nîmes, Éditions Champ social, coll. « Questions de société », 2016, 164 p

Zaihia Zeroulou

---



Éditeur

École nationale de la protection judiciaire  
de la jeunesse

#### Édition électronique

URL : <http://sejed.revues.org/8259>

ISSN : 1953-8375

#### Référence électronique

Zaihia Zeroulou, « Léa Lima, Pauvres jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], N°17 | Automne 2016, mis en ligne le 16 décembre 2016, consulté le 16 décembre 2016. URL : <http://sejed.revues.org/8259>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2016.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Léa Lima, Pauvres jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse

Nîmes, Éditions Champ social, coll. « Questions de société », 2016, 164 p

Zaihia Zeroulou

---

- 1 Cet ouvrage apporte des éléments de compréhension et de réflexion nouveaux sur la question de « la politique sociale de jeunesse » en lien avec celle des aides plurielles d'accompagnement pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des « autres jeunes », expression empruntée à Claude Dubar et citée par l'auteure (p.7), pour qualifier les jeunes précaires dans les années 90. Les travaux empiriques menés par Léa Lima autorisent à mettre au pluriel ce qualificatif dans la mesure où la précarisation touche de plus en plus d'individus aux origines sociales plus diversifiées et que les « pauvres jeunes » possèdent des niveaux de diplômes et de qualification plus élevés que l'« autre jeunesse<sup>1</sup> ».
- 2 Le titre reprend la notion de pauvreté, ancienne, mais présentant toujours intérêt et pertinence dans le champ de la recherche sur les modalités d'insertion des jeunes dans la société. Les notions de pauvreté et d'insertion sont étroitement imbriquées. Le lecteur note la pluralité des lieux, discours et pratiques participant aux définitions des groupes spécifiques relevant de la politique sociale élaborée en leur direction. Se donnant anciennement à voir autour d'autres variables comme l'échec scolaire ou l'origine sociale, ces notions renvoient aux dimensions culturelles et politiques, au rapport à l'autre et aux formes de vivre ensemble en société. Pauvreté, précarité et « discontinuités, simultanées ou successives » constituent à présent un fait social, « une caractéristique de la socialisation<sup>2</sup> ».
- 3 Depuis 1970, en s'imposant progressivement dans la société avec la visibilité croissante du chômage des jeunes, le « problème de l'insertion » mobilise, entre autres, le monde politique, médiatique et scientifique de par ses multiples enjeux. Les différents dispositifs mis en place se réfèrent à des normes et valeurs comme l'équité, la citoyenneté sociale...

sans pour autant parvenir à éviter catégorisations et stigmatisations de « populations à problèmes ». Les interrogations de l'auteure traduisent les attitudes de l'État social face à la complexité accrue de l'insertion de jeunes, diversement en difficultés, suite à des parcours multiples. Les nouveaux contextes de l'emploi et des normes managériales réinterrogent les façons de traiter et de travailler avec ces publics.

- 4 L'objectif de l'auteure est de revisiter ces questions devenues classiques en sociologie du travail et de la jeunesse à l'aune des nouveaux discours qui entendent changer les rapports au travail de « ces jeunes ». La recherche menée s'appuie sur une vaste enquête empirique réalisée dans le cadre du projet de recherche intitulé « Expertise sur autrui. La construction du jugement dans les magistratures sociales », financé par l'agence nationale de la recherche (ANR).
- 5 Le livre se décompose en deux parties. La première conçue comme une introduction générale à l'ouvrage, comprend les deux premiers chapitres dans lesquels l'auteure procède à une approche socio-historique du droit à l'aide des jeunes et aux différents dispositifs mis en place, étroitement corrélés au critère de l'âge ou à la poursuite d'études. Toutes les évaluations menées insistent, entre autres, sur les laissés pour compte de ces mesures et les nombreuses interrogations sur l'évolution du rapport au travail des jeunes. En 1988, le non accès des jeunes du droit au RMI, les politiques d'activation et la création de dispositifs d'insertion pour favoriser l'emploi sont suivis par l'instauration des fonds d'aide aux jeunes (FAJ) issus du projet de 1989 de la loi de lutte contre l'exclusion. Léa Lima met en évidence la « fabrique » de la catégorie « jeunes ».
- 6 Dans la deuxième partie, regroupant tous les autres chapitres, l'auteure commence par exposer sa démarche méthodologique qui mobilise approche longitudinale de l'insertion et des observations via l'immersion sur une longue durée (1 an) dans 2 départements franciliens (Faj A et Faj B). L'approche ethnographique se déroule au sein de comités d'attribution de l'aide financière et privilégie les écoutes et analyses des échanges et débats de « plusieurs centaines de dossiers ». Des entretiens avec des professionnels de l'insertion qui instruisent les demandes d'aide complètent ces investigations empiriques. Il s'agit, pour l'auteure, d'ouvrir la boîte noire des processus d'attribution de l'aide pour comprendre avec beaucoup de finesse la production des normes sociales de celle-ci dans un contexte où les modalités d'octroi ne sont pas définies rigoureusement et permettent par conséquent aux « appréciations » des conseillers de peser sur les décisions.
- 7 Confrontés aux injonctions à la gestion et à la responsabilité individuelle de leur vie, les jeunes gèrent d'une part, des logiques découlant de leurs aspirations à s'orienter vers un métier exigeant une disponibilité en temps et moyens matériels dans leur univers de contraintes, et d'autre part, des logiques de recours à une aide évaluée par des professionnels à partir de critères qui les dépassent. Ces logiques, pouvant entrer en tensions et/ou contradictions, sont analysées avec beaucoup de rigueur par l'auteure qui déconstruit les discours des professionnels. Elle souligne le rôle primordial des pratiques des professionnels dans la définition des indicateurs ou critères retenus pour comprendre et interpréter les attitudes des jeunes face aux aides disponibles et le sens qu'ils donnent aux démarches entreprises pour en évaluer le bien fondé. Discussions, conversations et argumentations se font dans un contexte riche en débats sur la nature de la protection sociale à apporter aux jeunes les plus en difficultés et/ou vulnérables sans échapper à nombre de plaisanteries qui en disent long sur les représentations sociales des uns et des autres.

- 8 La légitimité de la demande d'aide se fait à partir de leurs « jugements » des dossiers confortés collectivement lors de débats au sein des commissions, selon des critères ou normes de la « bonne aide » et du « bon comportement » qui dépendent de leur positionnement et mode de socialisation professionnel. L'auteure ne s'attarde pas sur les définitions de ce qu'est ou devrait être un parcours d'insertion « réussi » mais sur les conceptions de ce que doit être la solidarité à l'égard des jeunes de tous les acteurs impliqués dans les processus favorisant l'accès à l'emploi. Les analyses des différentes conceptions mettent en évidence les rôles des croyances économiques et des perceptions du marché de l'emploi. Elles dévoilent les processus de construction de ces savoirs et la manière dont les acteurs les élèvent au statut d'expertise.
- 9 Un des résultats de la recherche est que les jeunes vivant les situations les plus précaires n'accèdent toujours pas aux aides pour diverses raisons dont le non recours par éviction. Ce constat, similaire à nombre d'autres enquêtes (Astier 2009<sup>3</sup>, Duvoux 2009<sup>4</sup>, etc.), montre que l'injonction à un comportement autonome, faite à des demandeurs de l'aide sociale, exclut les jeunes socialement et culturellement défavorisés. L'activité d'accompagnement pour les conseillers de mission locale, au centre de leur identité professionnelle, ne se limite pas à l'instruction des dossiers déposés. Ils sélectionnent des dossiers défendables en commission. Léa Lima constate que le Faj A comprend des conseillers, des directeurs de missions locales, éducateurs...et que le Faj B qui se distingue par la présence majoritaire de professionnels du social ne fonctionnent pas selon les mêmes modalités si on en juge par les motifs d'acceptation ou de refus des demandes. En effet, le Faj B formule plus de refus que le Faj A lorsque les demandes émanent des publics les plus démunis, ces derniers sont doublement pénalisés quand les critères retenus se réfèrent à leur origine sociale comme la capacité des parents à favoriser et soutenir l'employabilité. Le doute et la méfiance s'installent sur le recours à une demande d'aide susceptible de rendre ces jeunes plus acteurs dans la recherche d'un emploi. Sont alors soulignées des formes de résistance et/ou une absence de volonté de ceux-ci à adopter les bonnes pratiques et attitudes pour dynamiser leur parcours d'insertion. « ...des conduites et des modes de vie dans leurs différentes dimensions. » sont dénoncés (p. 136). Trois interrogations centrales sont sous-jacentes à l'élaboration d'une typologie des parcours : « le jeune est-il sur la voie de l'intégration sociale, de l'insertion professionnelle ou de l'affiliation ? Elles correspondent respectivement au parcours « d'intégration », au parcours « d'employabilité » ou au parcours de la « norme de suivi » (p.136). Les analyses de la mise en récits des parcours d'insertion est passionnante : « avec les mêmes faits, deux narrateurs peuvent raconter deux histoires différentes, l'une rentrant dans les canons du Faj, et l'autre pas ». Il s'agit de « ...raconter une histoire plausible et convaincante à la première écoute ; une histoire qui ne suscite pas de débat ou peu, pas de questions agacées, pas de moues dubitatives... » (p.159). En ouvrant la boîte noire des modalités d'attribution d'aides, l'auteure étudie les normes de la solidarité publique en train de se faire via les formes de jugement mobilisées aux cours des récits des parcours d'insertion et des discussions qu'ils suscitent au sein des comités.
- 10 L'ouvrage de Léa Lima sur l'aide, dans le cadre plus large d'une politique sociale en direction des jeunes précaires, remet en cause non seulement le bien-fondé du critère de l'âge pour son attribution mais aussi le mode de fonctionnement du dispositif qui, comme ceux du passé, exclut les franges de populations les plus démunies en ressources matérielles, sociales et culturelles. Les pratiques professionnelles des acteurs ou agents du dispositif contribuent fortement à cette exclusion des aides. Le caractère

discrétionnaire de l'aide leur laisse une grande marge de liberté qui compromet l'attribution de l'aide à des jeunes éloignés de ce qu'ils considèrent être « méritant » étant donné les choix effectués pour gérer en toute autonomie leur parcours. Ceux qui ne bénéficient pas ou ne peuvent pas bénéficier de la solidarité familiale pour construire leur parcours se retrouvent exclus de la solidarité sociale. Les inégalités ne se réduisent pas, elles en engendrent d'autres, ceux qui possèdent un capital scolaire limité peinent toujours pour accéder aux dispositifs d'aides. L'auteure invite à questionner la construction et la conception de la citoyenneté sociale des jeunes à l'aune des différents statuts qu'ils auront et à leurs rapports avec l'État social.

---

## NOTES

1. Claude Dubar, *L'autre jeunesse, Des jeunes sans diplôme dans un dispositif de socialisation*, Presses universitaires de Lille, Lille, 1987, 263 p.
  2. Patrick Cingolani, *La précarité*, Presses universitaires de France, Paris, 2006, p. 109.
  3. Isabelle Astier, « *Les transformations de la relation d'aide dans l'intervention sociale* », Dans *Les Dynamiques du travail social*, n°152, Informations sociales, 2009/2. ; pp. 2-58.
  4. Nicolas Dufour, *L'autonomie des assistés*, Sociologie des politiques d'insertion, PUF, Coll. Le Lien social, 2009.
- 

## AUTEUR

### ZAIHIA ZEROULOU

Maître de conférences en sociologie à l'université de Lille 1, enseigne la sociologie des phénomènes migratoires, des politiques de l'immigration, de l'éducation et des publics en situation de vulnérabilité. Membre permanent au CLERSE UMR CNRS 8019, ses recherches et publications portent sur les réussites « exceptionnelles » de jeunes en milieux défavorisés et les modalités de leur insertion sociale et professionnelle ; les dispositifs d'ouverture sociale dans l'enseignement supérieur ; les dispositifs d'aides et d'accompagnement ; les questions de transmissions et de transgressions au sein de familles immigrées. Direction scientifique de plusieurs programmes européens de recherche sur ces questions, plusieurs missions d'expertise pour des organismes nationaux et internationaux, chercheuse invitée dans plusieurs universités (Oxford, Lancaster, Bath, UQUAM...), directrice de l'Institut de Sociologie et d'Anthropologie de 2008 à 2014, membre nommée au CNU section 19 de 2011 à 2015. [zaihia.zeroulou@univ-lille1.fr](mailto:zaihia.zeroulou@univ-lille1.fr)  
Tél : 09 50 26 54 06

---